

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 85 — 972

25 AVRIL 1985. — Arrêté royal relatif à la durée des prestations de certains agents de la Régie des Voies aériennes pendant la première année de service

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, modifiée par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967, la loi du 30 juin 1975 et l'arrêté royal n° 3 du 24 décembre 1980;

Vu l'arrêté royal n° 259 du 31 décembre 1983 relatif à la durée des prestations des agents dans certains services publics pendant la première année de service, notamment l'article 8;

Vu le statut de la Régie des Voies aériennes, annexe à l'arrêté royal du 5 octobre 1970, modifiée par l'arrêté royal du 31 mars 1981;

Vu l'avis du Comité général de Consultation syndicale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiée par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence d'assurer sans délai le bon fonctionnement des services continus de la Régie des Voies aériennes dont la mission concerne l'exploitation des aéroports ainsi que le maintien de la sécurité de la navigation aérienne et qui ne pourrait être exécutée par du personnel à prestations incomplètes;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'arrêté royal n° 259 du 31 décembre 1983 relatif à la durée des prestations des agents dans certains services publics pendant la première année de service n'est pas d'application aux membres du personnel occupés dans les services continus de la Régie des Voies aériennes.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mai 1985 et cessera d'être en vigueur le 30 juin 1985.

Art. 3. Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Communications
et des Postes, Télégraphes et Téléphones,

H. DE CROO

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 85 — 972

25 APRIL 1985. — Koninklijk besluit betreffende de duur der prestaties van sommige personeelsleden van de Regie der Luchtwezen tijdens het eerste jaar na de indienstneming

BOUDEWIJN, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967, de wet van 30 juni 1975 en het koninklijk besluit nr. 3 van 24 december 1980;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 259 van 31 december 1983 betreffende de duur der prestaties der personeelsleden in sommige overheidsdiensten tijdens het eerste jaar na de indienstneming, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het statuut van de Regie der Luchtwezen gevoegd bij het koninklijk besluit van 5 oktober 1970, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1981;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om zonder uitstel de goede werking van de continuïdendiensten van de Regie der Luchtwezen te verzekeren waarvan de opdracht betrekking heeft op de uitbating van de luchthavens alsook op het behoud van de veiligheid van de luchtvaart en die niet kan worden vervuld door personeel met onvolledige prestaties.

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het koninklijk besluit nr. 259 van 31 december 1983 betreffende de duur der prestaties der personeelsleden in sommige overheidsdiensten tijdens het eerste jaar na de indienstneming is niet van toepassing op de personeelsleden tewerkgesteld in de continuïdendiensten van de Regie der Luchtwezen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1985 en houdt op van kracht te zijn op 30 juni 1985.

Art. 3. Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen
en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

H. DE CROO

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 85 — 973

25 OCTOBRE 1984. — Décret instituant la Société Régionale Wallonne du Logement (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I. — Généralités

Article 1er. Il est institué une société régionale wallonne du logement et après dénommée « la Société régionale ». La Société régionale est un organisme d'intérêt public doté de la personnalité civile et dont les statuts sont soumis à l'approbation de l'Exécutif Régional Wallon et après dénommé l'Exécutif.

Le siège de la Société régionale est établi à Charleroi.

Art. 2. La Société régionale a pour mission :

§ 1er. De promouvoir la création et d'agréer des sociétés immobilières, de mettre à leur disposition des moyens en vue de la réalisation de leur objet.

§ 2. D'exercer le contrôle de la gestion des sociétés agréées.

(1) Voir note à la page suivante.

§ 3. D'accorder à des personnes physiques des prêts hypothécaires pour l'achat, la construction et la réhabilitation d'habitations telles que prévues à l'article 4 selon les règles déterminées par l'Exécutif sur avis de la Société régionale.

En milieu rural, ces prêts peuvent concerner les petites exploitations agricoles.

§ 4. De promouvoir la recherche ou l'expérimentation en matière de logements.

§ 5. Selon les modalités déterminées par l'Exécutif, sur avis de la Société régionale :

1° de constituer les réserves de terrains nécessaires au développement harmonieux de l'habitat;

2° de céder ces réserves à des sociétés immobilières de services publics;

3° de vendre ces réserves de terrains par parcelles ou d'accorder les droits réels autres que le droit de propriété directement ou à l'intervention de sociétés immobilières de services publics en imposant aux bénéficiaires des servitudes pour le maintien de l'aspect et de l'agencement fonctionnel des ensembles.

§ 6. De proposer à l'Exécutif des politiques adaptées aux régions urbaines et aux régions rurales.

§ 7. D'effectuer, moyennant l'accord préalable de l'Exécutif, toute autre mission ayant un rapport direct avec celles visées aux §§ 1 à 6 du présent article.

Art. 3. En vue de la réalisation de sa mission, la Société régionale peut acquérir et donner en location toute propriété bâtie ou non bâtie, ou transférer un droit réel sur celle-ci selon les conditions déterminées par un arrêté de l'Exécutif, sur avis de la Société régionale.

Art. 4. § 1er. Les habitations visées par le présent décret sont en ordre principal destinées aux personnes de revenus modestes, et ensuite, aux personnes de revenus moyens.

§ 2. Sur avis de la Société régionale, l'Exécutif détermine par arrêté :

1° les normes auxquelles doivent répondre les habitations visées par le présent décret;

2° les conditions d'admission des candidats locataires;

3° le mode de calcul de loyer des habitations données en location en tenant compte notamment des ressources et des charges de famille des locataires ainsi que du degré de confort et de l'ancienneté de ces habitations;

4° les conditions d'accès à la propriété.

Art. 5. La Société régionale garantit le remboursement des prêts qu'elle a consentis par l'assurance sur la vie selon les règles arrêtées par l'Exécutif sur avis de la Société régionale.

Art. 6. La Société régionale soumet à l'Exécutif pour approbation, ses programmes d'investissement. L'Exécutif peut préalablement arrêter le contenu général et fixer les directives d'exécution de ces programmes.

CHAPITRE II. — Moyens d'action

Section I. — Des sociétés agréées

Art. 7. La Société régionale, conformément à un règlement général arrêté par l'Exécutif, peut accorder l'agrément à toute société établie dans un but d'intérêt social sous forme de société immobilière de service public, et dont l'objet est visé à l'article 8.

Dans les trois mois à dater de la notification de la décision de refus ou de retrait d'agrément, la société intéressée peut introduire un recours auprès de l'Exécutif. Le recours est suspensif.

Art. 8. § 1er. Ces sociétés ont pour objet :

1° de construire des habitations sociales ou moyennes visées à l'article 4, § 1er, de les transformer ou de les réhabiliter;

2° d'acquérir des immeubles bâtis pour les transformer en habitations sociales ou moyennes; s'il s'agit d'immeubles insalubres ou vétustes, de les réhabiliter ou de les démolir, en vue de les remplacer par des habitations sociales ou moyennes;

3° de donner en location les habitations sociales ou moyennes dont elles sont propriétaires, ou de transférer un droit réel sur celles-ci;

4° de constituer et d'acquérir, dans les conditions prévues par la Société régionale, des réserves de terrains en vue d'assurer le développement de l'habitat social ou moyen, de les céder à des particuliers en imposant des servitudes pour le maintien de l'aspect et de l'aménagement fonctionnel de l'ensemble;

5° d'organiser éventuellement un service social ou de conseil au bénéfice des occupants d'habitations sociales;

6° d'acquérir ou de gérer des logements qui ne font pas partie de leur patrimoine, selon les conditions fixées par la Société régionale.

§ 2. De façon à assurer une coordination aussi grande que possible entre les constructions de logements et leur équipement en infrastructure, la Société régionale sera consultée annuellement sur l'établissement d'une programmation de l'équipement de voirie, des égouts, de l'éclairage public, du réseau extérieur de distribution d'eau, de l'aménagement des abords communs y compris des plantations, d'infrastructures et d'installations ou de constructions à caractère collectif ou d'intérêt social ou culturel pour autant que ces équipements, installations ou constructions constituent des parties intégrantes des groupes d'habitations.

Moyennant l'accord de l'Exécutif, les sociétés agréées peuvent être chargées de réaliser ces équipements.

Art. 9. Les sociétés agréées sont des sociétés civiles. Sans perdre ce caractère, elles prennent la forme de société anonyme ou de société coopérative. Les lois sur les sociétés commerciales leur sont applicables dans la mesure où il n'y est pas dérogé par le présent décret.

Art. 10. § 1er. La Région Wallonne, les provinces wallonnes et la province de Brabant, les associations de communes, les communes, les centres publics d'aide sociale, les personnes morales de droit privé et les particuliers sont admis à souscrire au capital des sociétés agréées. Toutefois, la souscription de la Région est limitée à un quart du capital au plus.

§ 2. Le capital des sociétés agréées est détenu majoritairement par des personnes morales de droit public.

Toutefois, dans le cas où les sociétés agréées constituent des sociétés d'économie mixte, un droit de préemption est reconnu aux personnes morales de droit public visées au § 1er en cas de cession des parts détenues par les personnes morales de droit privé ou les particuliers dans le capital des sociétés agréées. Le rachat de ces parts est prévu dans le cadre d'un arrêté de l'Exécutif Régional Wallon qui en fixe les modalités.

Art. 11. Les sociétés agréées ne peuvent valablement emprunter auprès des tiers, aliéner leurs biens immobiliers, les hypothéquer ou céder à des tiers les garanties qu'elles possèdent sans l'autorisation expresse de la Société régionale.

Dans l'octroi de son autorisation, la Société régionale se conforme aux conditions fixées par l'Exécutif.

Elles peuvent recevoir des dons et des legs, acquérir ou transférer des droits réels sur tout immeuble bâti ou non bâti et donner ceux-ci en location moyennant autorisation préalable de la Société régionale.

Elles peuvent en outre être autorisées par la Société régionale à affecter des biens immobiliers aux nécessités de leur administration.

Art. 12. Les conditions auxquelles des moyens financiers sont mis à la disposition des sociétés agréées, sont déterminées par un règlement pris par la Société régionale et approuvé par l'Exécutif.

Art. 13. La Société régionale exerce son contrôle sur chaque société agréée à l'intervention d'un commissaire désigné par l'Exécutif parmi les membres du personnel du Ministère de la Région Wallonne.

Section II. — Constitution de la Société régionale Actions en Justice — Expropriations

Art. 14. Sans perdre son caractère civil, la Société régionale se constitue par actions. Elle est régie, pour tout ce qui n'est pas prévu par ses statuts, par les lois sur les sociétés anonymes. Son capital initial est fixé par l'Exécutif.

Sont admises à souscrire au capital : la Région, les provinces wallonnes et la province de Brabant.

Art. 15. La Société régionale peut ester en justice à la poursuite et à la diligence de son organe d'administration désigné statutairement à cet effet.

Art. 16. Sur proposition de la Société régionale, et en vue de la réalisation de ses missions, l'Exécutif peut poursuivre des expropriations pour cause d'utilité publique et lui en confier, le cas échéant, l'exécution.

(1) Session 1984-1985.

Documents du Conseil. 71 (1982-1983), n° 1 à 18.

Compte-rendu intégral. — Séance publique du 17 octobre 1984. — Discussion. — Vote.

CHAPITRE III. — Société régionale — Administration — Direction
Assemblée générale — Surveillance et Contrôle

Section I. — Conseil d'Administration

Art. 17. § 1er. Le Conseil d'administration de la Société régionale est composé de 23 membres nommés et révoqués par le Conseil Régional Wallon, à savoir :

— 16 administrateurs présentés sur une liste double par l'Exécutif;

— 1 administrateur présenté sur une liste double par l'Exécutif de la Communauté germanophone;

— 6 administrateurs présentés sur une liste double par le Conseil économique et social de la Région Wallonne.

Le Conseil d'administration comprend au moins deux administrateurs domiciliés dans chaque province de la Région Wallonne et dans l'arrondissement administratif de Nivelles. Il désigne en son sein un président et deux vice-présidents.

§ 2. Le mandat d'administrateur s'achève de plein droit lorsque son titulaire atteint l'âge de 70 ans. Il est d'une durée de 6 ans et est renouvelable. Toutefois, pour la première fois et par tirage au sort, 6 administrateurs seront nommés pour un terme de deux ans et 6 administrateurs pour un terme de 4 ans.

§ 3. Le secrétariat du Conseil d'administration est assuré par le directeur général de la Société régionale qui siège avec voix consultative.

En outre, le directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement siège au Conseil avec voix consultative.

Art. 18. Sans préjudice des dispositions contenues dans le présent décret, les pouvoirs et le fonctionnement du Conseil d'administration sont réglés par les statuts de la Société régionale.

Pour l'application des mesures prévues à l'article 2, §§ 3 et 6, le Conseil d'administration peut se scinder en deux sections.

Section II. — Direction

Art. 19. La Société régionale est dirigée par un directeur général assisté d'un directeur général adjoint. Le mode de nomination et les pouvoirs du directeur général et du directeur général adjoint sont réglés par les statuts de la Société régionale.

Section III. — Assemblée générale

Art. 20. L'Assemblée générale se compose des actionnaires, des administrateurs, des Commissaires de l'Exécutif, des membres du Comité de surveillance, du directeur général et du directeur général adjoint.

Seuls les actionnaires peuvent prendre part au vote.

Chaque associé ne peut s'y faire représenter que par un seul délégué, ce dernier dispose d'autant de voix que son mandat possède d'actions.

Section IV. — Surveillance et contrôle

Art. 21. Il est institué un Comité de surveillance dont les membres seront de nationalité belge et choisis à raison d'un par province, actionnaire, parmi les personnes résidant dans le ressort de chacune d'elles, et en ce qui concerne la province de Brabant, dans l'arrondissement administratif de Nivelles.

Les membres du Comité de surveillance sont nommés par l'Assemblée générale et peuvent être révoqués par elle. Leur mandat est d'une durée de 6 ans renouvelable. Toutefois, pour la première fois et par tirage au sort, trois membres du Comité de surveillance seront nommés pour un terme de 3 ans.

Les pouvoirs des membres et le mode de fonctionnement du Comité de surveillance sont fixés par les statuts.

Art. 22. § 1er. L'Exécutif désigne un ou plusieurs réviseurs auprès de la Société régionale. Ces réviseurs sont choisis parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'entreprises.

§ 2. Les réviseurs sont chargés de contrôler les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité.

Ils peuvent prendre connaissance sans déplacement, des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures. Ils vérifient la consistance des biens et des valeurs qui appartiennent à la Société régionale ou dont celle-ci à l'usage de la gestion.

Ils ne peuvent s'immiscer dans la gestion de la Société régionale.

§ 3. Ils adressent à l'Exécutif et aux organes directeurs de la Société un rapport sur la situation active et passive ainsi que sur les résultats d'exploitation, au moins une fois l'an à l'occasion de la confection du bilan et du compte de profits et pertes ou du compte annuel. Ils lui signalent, sans délai, toute négligence, toute irrégularité et, en général, toute situation susceptible de compromettre la solvabilité et la liquidité de la Société régionale.

Art. 23. § 1er. La Société régionale est soumise au pouvoir de contrôle de l'Exécutif. Ce contrôle est exercé à l'intervention de deux commissaires nommés par l'Exécutif.

§ 2. Les commissaires de l'Exécutif assistent avec voix consultative aux réunions des organes d'administration et de contrôle de la Société; ils ont les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

§ 3. Chaque commissaire de l'Exécutif dispose d'un délai de 4 jours francs pour prendre son recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la législation, aux statuts, à la réglementation, au règlement d'ordre intérieur ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire de l'Exécutif qui a pris son recours ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où la décision lui a été notifiée par la Société régionale par lettre recommandée à la poste.

§ 4. Le commissaire de l'Exécutif désigné sur la proposition du ministre du Budget contrôle sur place les opérations de la Société régionale qui ont une incidence comptable, financière ou budgétaire. Il est investi dans ce domaine d'une mission permanente pour l'exercice de laquelle il possède les pouvoirs les plus étendus.

§ 5. Chaque commissaire exerce son recours auprès de l'Exécutif dans les conditions et selon les modalités fixées par arrêté de l'Exécutif.

Si dans un délai de 20 jours francs commençant le même jour que le délai prévu au § 3, l'Exécutif n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive.

§ 6. La décision d'annulation est motivée et notifiée à la Société régionale par l'Exécutif.

Art. 24. § 1er. Le commissaire régional auprès de la Société agréée est régulièrement convoqué à toutes les réunions des organes d'administration et de contrôle de celle-ci; il possède les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission.

Ce commissaire exerce sa mission de la manière prévue à l'article 23 §§ 2 et 3. Il envoie copie de ses recours à l'Exécutif.

§ 2. Si dans un délai de 20 jours francs, prenant cours le même jour que le délai visé à l'article 23, § 3, la Société régionale saisie du recours n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive.

§ 3. La Société régionale notifie immédiatement sa décision motivée à la société agréée par lettre recommandée à la poste.

CHAPITRE IV

Budget — Comptabilité — Ressources — Personnel

Section I. — Budget

Art. 25. La Société régionale établit annuellement son budget et le soumet à l'approbation de l'Exécutif. Ce budget est communiqué au Conseil Régional Wallon en annexe du projet de budget de dépenses de la Région Wallonne — Partie Ministère de la Région Wallonne.

Art. 26. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits inscrits au projet de budget de la Société régionale, sauf s'il s'agit de dépenses d'un principe nouveau que le budget de l'année précédente ne contenait pas.

Art. 27. Les transferts et dépassements de crédits limitatifs portés au budget de la Société régionale doivent être autorisés par l'Exécutif.

Si les dépassements de crédits envisagés entraînent une intervention financière de la Région supérieure à l'intervention prévue initialement dans le budget de celle-ci, ils devront être préalablement approuvés par l'inscription d'un crédit correspondant dans le budget des dépenses de la Région Wallonne — Partie Ministère de la Région Wallonne.

Section II. — Comptabilité

Art. 28. § 1er. L'Exécutif détermine les règles relatives à la comptabilité, à la reddition des comptes ainsi qu'aux situations et rapports périodiques de la Société régionale.

§ 2. La Société régionale présente à l'Exécutif des situations périodiques et un rapport annuel sur ses activités. A l'initiative de l'Exécutif, ce rapport est transmis au Conseil Régional Wallon dans l'année qui suit l'exercice budgétaire annuel auquel il se rapporte.

§ 3. La Société régionale dresse, pour le 30 avril au plus tard, le compte annuel d'exécution de son budget, ainsi qu'une situation active et passive au 31 décembre de l'année considérée.

§ 4. Les comptes de la Société régionale sont arrêtés par l'Exécutif sur proposition du Conseil d'administration. L'Exécutif les soumet au contrôle de la Cour de Comptes au plus tard le 31 mai de l'année qui suit celle de la gestion.

Art. 29. Après avis de la Société régionale, l'Exécutif arrête les règles relatives :

- 1° à la détermination des bénéfices de la Société régionale;
- 2° au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine;
- 3° au mode de calcul et à la fixation du montant maximum :
 - a) des amortissements;
 - b) des dotations au fonds de renouvellement;
 - c) des réserves spéciales et autres provisions.

Art. 30. L'Exécutif fixe le mode d'affectation des bénéfices nets, ainsi que le montant des sommes qui peuvent être retenues sur ces bénéfices pour être portées en réserve sans affectation spéciale. Il fixe le montant maximum de cette réserve.

Art. 31. § 1er. La Société régionale ne peut utiliser ses avoirs et ses disponibilités que pour réaliser les missions visées à l'article 2 du présent décret.

§ 2. Après avis de la Société régionale, l'Exécutif détermine le mode de placement des disponibilités de la Société régionale.

Section III. — Ressources

Art. 32. § 1er. La Société régionale peut être autorisée par l'Exécutif, et dans les conditions que celui-ci détermine, à émettre et à contracter des emprunts garantis par la Région Wallonne.

§ 2. La Société régionale communique à l'Exécutif tout renseignement relatif aux emprunts qu'elle a été autorisée à contracter et aux placements de ses avoirs et de ses disponibilités.

Art. 33. Les ressources de la Société régionale sont les suivantes :

1. les crédits accordés par le budget régional dans les conditions déterminées par l'Exécutif;
2. les recettes propres à la Société régionale;
3. d'éventuelles subventions de fonctionnement;
4. le produit des emprunts qu'elle est autorisée à émettre et/ou à contracter.

Section IV. — Personnel

Art. 34. La Société régionale organise le recrutement des agents, les nomme et les révoque.

Art. 35. Le cadre et le statut du personnel de la Société régionale sont fixés, sur proposition de celle-ci par arrêté de l'Exécutif.

Art. 36. Les emplois prévus au cadre organique de la Société régionale sont conférés à grade et ancienneté équivalents par priorité aux agents de la Société Nationale du Logement et de la Société Nationale Terrienne.

CHAPITRE V. — Dispositions diverses

Art. 37. § 1er. Dans les 18 mois de la date d'entrée en vigueur du présent décret, la Société régionale peut agréer directement les sociétés agréées par la Société Nationale Terrienne et la Société Nationale du Logement.

Durant la même période, les sociétés existantes bénéficient d'un agrément provisoire à moins qu'une décision d'agrément n'intervienne avant le terme de ce délai.

Les conditions, critères et modalités d'agrément sont déterminés par l'Exécutif après avis de la Société régionale.

§ 2. Les décisions de la Société régionale peuvent faire l'objet d'un recours en annulation auprès de l'Exécutif dans les conditions que celui-ci détermine, et au plus tard dans les 6 mois à dater de la notification de la décision de la Société régionale. Ce recours est suspensif.

§ 3. En cas d'absence de décision de la Société régionale, la décision est prise par l'Exécutif sur demande motivée de la société agréée. Cette demande qui prolonge l'agrément provisoire jusqu'à la décision définitive de l'Exécutif, doit être formulée dans les 6 mois à dater de l'expiration des délais fixés aux §§ 1 et 2 du présent article.

Art. 38. L'Exécutif peut charger le Comité supérieur de Contrôle d'exercer sa mission auprès de la Société régionale et de ses sociétés agréées.

Art. 39. Les titulaires d'un droit réel concédé par la Société régionale ou par la société agréée par celle-ci sur leurs immeubles, en application des articles 2, § 5, 3° et 11 du présent décret sont tenus d'y construire selon les modalités et dans les délais fixés par l'Exécutif.

A défaut, la Société régionale et les sociétés agréées par celle-ci exercent un droit de rachat sur les immeubles visés ci-avant.

Le rachat éventuel s'effectue au prix payé par l'acquéreur augmenté des frais d'acte notarié.

Art. 40. Indépendamment des prescriptions des lois régissant les sociétés anonymes qui sont en opposition avec le présent décret, les articles 10, 29, 29 bis, 29 ter, 35, 36, 41, 57, 58, 59, 63 ter, 68, 69, 71, 72, 79 à 104 des lois sur les sociétés commerciales coordonnées par l'Arrêté royal du 30 novembre 1935, ne sont pas applicables à la Société régionale.

Art. 41. Le Règlement d'ordre intérieur doit être approuvé par arrêté de l'Exécutif.

Art. 42. Est abrogé pour la Région Wallonne le Chapitre II du Code du Logement.

Art. 43. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par arrêté de l'Exécutif.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 octobre 1984.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne,
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne,
chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne
pour le Budget et l'Energie,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles
et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire
et de la Forêt pour la Région Wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau,
l'Environnement et la Vie rurale,

V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne
pour le Logement et l'Informatique,

J. MAYENCE-GOOSSENS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 85 — 973

25. Oktober 1984. — Dekret zur Errichtung der regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL I. — Allgemeines

Artikel 1. Es wird eine regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien errichtet, die nachstehend « die Regionale Gesellschaft » genannt wird. Die Regionale Gesellschaft ist eine Einrichtung öffentlichen Interesses, die mit der Rechtspersönlichkeit ausgestattet ist und deren Satzungen von der Exekutive der Wallonischen Region, nachstehend die Exekutive genannt, gebilligt werden müssen.

Der Sitz der Regionalen Gesellschaft befindet sich in Charleroi.

Art. 2. De Regionale Gesellschaft hat die Aufgabe :

§ 1. Die Gründung von Immobiliengesellschaften zu fördern, sie zuzulassen und ihnen im Hinblick auf die Verwirklichung ihres Ziels Mittel zur Verfügung zu stellen.

§ 2. Die Kontrolle der Geschäftsführung der zugelassenen Gesellschaften auszuüben.

§ 3. Natürlichen Personen Hypothekendarlehen zu gewähren für den Kauf, den Bau und die Wiederherstellung von Wohnungen, wie sie in Artikel 4 gemäss den Regeln, die die Exekutive auf Vorschlag der Regionalen Gesellschaft festlegt, vorgesehen sind.

In ländlicher Umgebung können diese Darlehen die kleinen landwirtschaftlichen Betriebe betreffen.

§ 4. Die Forschung oder das Experimentieren im Wohnungswesen zu fördern.

§ 5. Gemäss den von der Exekutive festgelegten Modalitäten und auf Vorschlag der Regionalen Gesellschaft :

1. die nötigen Reserven an Grundstücken im Hinblick auf eine harmonische Entwicklung der Wohnverhältnisse zu bilden;

2. Immobiliengesellschaften öffentlichen Dienstes diese Reserven abzutreten;

3. diese Grundstückreserven parzellenweise zu verkaufen oder direkt oder durch Vermittlung von Immobiliengesellschaften öffentlichen Dienstes andere dingliche Rechte als Eigentumsrecht zu verleihen, indem sie den Begünstigten Dienstbarkeiten zur Erhaltung des Aussehens und der funktionellen Gestaltung der Komplexe auferlegt.

§ 6. Der Exekutive eine den städtischen und den ländlichen Gegenden angepasste Politik vorzuschlagen;

§ 7. Mit dem vorherigen Einverständnis der Exekutive jede andere Aufgabe zu erfüllen, die in direktem Zusammenhang steht mit denjenigen, die in den §§ 1 bis 6 dieses Artikels erwähnt sind.

Art. 3. Die Regionale Gesellschaft kann, um ihre Aufgabe zu erfüllen, jedes bebaute oder unbebaute Eigentum erwerben und vermieten oder gemäss den durch einen Erlass der Exekutive auf Vorschlag der Regionalen Gesellschaft festgelegten Bedingungen ein dingliches Recht auf diese Eigentum übertragen.

Art. 4. § 1. Die im vorliegenden Dekret erwähnten Wohnungen sind in erster Linie für Personen mit bescheidenem Einkommen bestimmt und in zweiter Linie für Personen mit Durchschnittseinkommen.

§ 2. Auf Vorschlag der Regionalen Gesellschaft legt die Exekutive folgendes durch Erlass fest :

1. die Normen denen die im vorliegenden Dekret erwähnten Wohnungen entsprechen müssen;

2. die Bedingungen für die Zulassung der Mietanwärter;

3. die Art der Berechnung der Miete der vermieteten Wohnungen, wobei unter anderem die Einkünfte und die Familienlasten der Mieter sowie die Wohnqualität und das Alter dieser Wohnungen berücksichtigt werden.

4. die Bedingungen für den Eigentumserwerb.

Art. 5. Die Regionale Gesellschaft sichert die Rückzahlung der von ihr bewilligten Darlehen durch Lebensversicherung und zwar gemäss den von der Exekutive auf Vorschlag der Regionalen Gesellschaft festgelegten Regeln.

Art. 6. Die Regionale Gesellschaft legt ihre Investitionsprogramme der Exekutive zur Genehmigung vor. Die Exekutive kann vorher den allgemeinen Inhalt bestimmen und die Richtlinien für die Ausführung dieser Programme festlegen.

KAPITEL II. — Aktionsmöglichkeiten

Abschnitt 1. — Die zugelassenen Gesellschaften

Art. 7. Gemäss einer von der Exekutive festgelegten allgemeinen Ordnung kann die Regionale Gesellschaft jeder Gesellschaft mit sozialen Zielsetzung, die in der Form einer Immobiliengesellschaft öffentlichen Dienstes gegründet worden ist und deren Aufgabe in Artikel 8 genannt wird, die Zulassung erteilen.

Innerhalb dreier Monate ab der Zustellung des Beschlusses über die Verweigerung oder die Zurückziehung der Zulassung kann die betreffende Gesellschaft Einspruch bei der Exekutive erheben. Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

Art. 8. § 1. Diese Gesellschaften haben die Aufgabe :

1. die in Artikel 4, § 1 gemeinten mittleren oder Sozialwohnungen zu bauen, umzubauen oder wiederherzustellen;

2. Bebaute Grundstücke zu erwerben, um die Gebäude in mittlere oder Sozialwohnungen umzubauen; wenn es sich um gesundheits-schädliche oder baufällige Gebäude handelt, habe sie die Aufgabe diese wiederherzustellen oder sie abzureissen, um sie durch mittlere oder Sozialwohnungen zu ersetzen;

3. die mittleren oder Sozialwohnungen, deren Eigentümer sie sind, zu vermieten oder ein dingliches Recht an diesen Wohnungen zu übertragen;

4. unter den von der Regionalen Gesellschaft vorgesehenen Bedingungen Grundstückreserven zu bilden und zu erwerben, um die Förderung der mittleren oder Sozialwohnungen zu gewährleisten, diese Reserven an Privatpersonen abzutreten, indem sie letzteren Dienstbarkeiten zur Erhaltung des Aussehens und der funktionellen Gestaltung des Komplexes auferlegen;

5. gegebenenfalls einen Sozial- oder Beratungsdienst zugunsten der Bewohner von Sozialwohnungen einzurichten;

6. Wohnungen, die nicht zu ihrem Vermögen gehören, gemäss den von der Regionalen Gesellschaft festgelegten Bedingungen zu erwerben oder zu verwalten.

§ 2. Um das Errichten von Wohnungen und den Ausbau der Infrastruktur so gut wie möglich aufeinander abstimmen zu können, wird die Regionale Gesellschaft jährlich zu Rate gezogen bezüglich der Programmierung des Ausbaus des Strassen- und Wegenetzes, der Kanalisation, der Strassenbeleuchtung, des Aussennetzes, der Wasserverteilung, der Gestaltung der gemeinsamen Umgebung, einschliesslich der Bepflanzungen, der Infrastruktur und der Anlagen oder Bauten für kollektive Zwecke oder sozialen oder kulturellen Interesses, insofern diese Ausstattungen, Anlagen oder Gebäude integrierende Bestandteile der Wohnungsgruppen sind.

Mit dem Einverständnis der Exekutive können die zugelassenen Gesellschaften mit der Verwirklichung dieser Ausstattungen beauftragt werden.

Art. 9. Die zugelassenen Gesellschaften sind Gesellschaften des bürgerlichen Rechts. Ohne diese Eigenschaft einzubüssen, nehmen sie die Form einer Aktiengesellschaft oder einer Genossenschaft an. Die Gesetze über die Handelsgesellschaften sind auf sie anwendbar in dem Masse, wie vorliegendes Dekret nicht davon abweicht.

Art. 10. § 1. Die Wallonische Region, die wallonischen Provinzen und die Provinz Brabant, die Gemeindevereinigungen, die Gemeinden, die Öffentlichen Sozialhilfzentren, die juristischen Personen des Privatrechts und Privatpersonen dürfen das Kapital der zugelassenen Gesellschaften zeichnen.

Die Zeichnung der Region ist jedoch auf höchstens ein Viertel des Kapitals begrenzt.

(1) 1984-1985.

Ratsdokumente 71 (1982-1983) n° 1 à 18.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 17. Oktober 1984. — Diskussion. — Abstimmung

§ 2. Die juristischen Personen des öffentlichen Rechts besitzen die Mehrheit des Kapitals der zugelassenen Gesellschaften. Sollte es sich bei den zugelassenen Gesellschaften um gemischtwirtschaftliche Gesellschaften handeln, wird den in § 1 erwähnten juristischen Personen des öffentlichen Rechts bei einer Abtretung der Anteile, die juristische Personen des Privatrechts oder Privatpersonen am Kapital der zugelassenen Gesellschaften besitzen, jedoch ein Vorkaufsrecht eingeräumt. Der Abkauf dieser Anteile ist im Rahmen eines Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vorgesehen, die dessen Modalitäten festlegt.

Art. 11. Es ist nicht rechtsverbindlich, wenn die zugelassenen Gesellschaften ohne ausdrückliche Erlaubnis der Regionalen Gesellschaft Anleihen bei Drittpersonen aufnehmen, ihre unbeweglichen Güter veräußern, diese mit einer Hypothek belasten oder die Garantien, die sie besitzen, an Drittpersonen abtreten.

Die Regionale Gesellschaft hält sich bei der Erteilung ihrer Erlaubnis an die von der Exekutive festgelegten Bedingungen. Die zugelassenen Gesellschaften können Schenkungen und Vermächtnisse erhalten, dingliche Rechte an jeglichem bebauten oder unbebauten Grundstück erwerben oder übertragen und diese mit vorheriger Erlaubnis der Regionalen Gesellschaft vermieten.

Sie können ausserdem von der Regionalen Gesellschaft die Erlaubnis erhalten, unbewegliche Güter für den Bedarf ihrer Verwaltung zu bestimmen.

Art. 12. Die Bedingungen, unter denen den zugelassenen Gesellschaften finanzielle Mittel zur Verfügung gestellt werden, werden durch eine von der Regionalen Gesellschaft festgelegte und von der Exekutive genehmigte Regelung bestimmt.

Art. 13. Die Regionale Gesellschaft übt die Kontrolle über jede zugelassene Gesellschaft durch Vermittlung eines Kommissars aus, den die Exekutive unter den Mitgliedern des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region benennt.

Abschnitt II

Gründung der Regionalen Gesellschaft gerichtliche Klagen Enteignungen

Art. 14. Die Regionale Gesellschaft wird durch Aktien gegründet, ohne ihre bürgerlich-rechtliche Eigenschaft zu verlieren. Alles, was nicht in ihren Satzungen vorgesehen ist, wird durch die Gesetze über die Aktiengesellschaften geregelt. Ihr Grundkapital wird von der Exekutive festgesetzt. Dürfen das Kapital zeichnen: die Region, die wallonischen Provinzen und die Provinz Brabant.

Art. 15. Die Regionale Gesellschaft kann gerichtlich vorgehen auf Betreibung und Betreiben ihres zu diesem Zweck satzungsgemäss benannten Verwaltungsorgans.

Art. 16. Auf Vorschlag der Regionalen Gesellschaft und im Hinblick auf die Verwirklichung ihrer Aufgaben kann die Exekutive Enteignungsverfahren im öffentlichen Interesse durchführen und ihr gegebenenfalls deren Ausführung anvertrauen.

KAPITEL III

Regionale Gesellschaft — Verwaltung — Direktion Generalversammlung — Aufsicht und Kontrolle

Abschnitt II. — Der Verwaltungsrat

Art. 17. § 1. Der Verwaltungsrat der Regionalen Gesellschaft umfasst 23 Mitglieder, die vom Wallonischen Regionalrat ernannt und abgesetzt werden, nämlich:

- 16 Verwalter, die von der Exekutive auf einer doppelten Liste vorgeschlagen werden;
- 1 Verwalter, der von der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft auf einer doppelten Liste vorgeschlagen wird;
- 6 Verwalter, die vom Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region auf einer doppelten Liste vorgeschlagen werden.

Der Verwaltungsrat umfasst mindestens zwei Verwalter mit jeweiligem Wohnsitz in den verschiedenen Provinzen der Wallonischen Region und im Verwaltungsbezirk Nivelles. Unter seinen Mitgliedern benennt er einen Vorsitzenden und zwei Vizepräsidenten.

§ 2. Das Mandat des Verwalters läuft von Rechts wegen ab, wenn dessen Inhaber das Alter von 70 Jahren erreicht hat. Es dauert 6 Jahre und kann erneuert werden. Für das erste Mal werden jedoch 6 Verwalter für eine Dauer von zwei Jahren und 6 Verwalter für eine Dauer von vier Jahren durch Auslosung ernannt.

§ 3. Das Sekretariat des Verwaltungsrates wird vom Generaldirektor der Regionalen Gesellschaft übernommen. Er nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen teil.

Ferner nimmt der Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens mit beratender Stimme an den Ratssitzungen teil.

Art. 18. Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets werden die Befugnisse und die Arbeitsweise des Verwaltungsrates durch die Satzungen der Regionalen Gesellschaft bestimmt.

Für die Anwendung der in Artikel 2 §§ 3 und 6 vorgesehenen Massnahmen kann sich der Verwaltungsrat in zwei Abteilungen aufteilen.

Abschnitt II. — Direktion

Art. 19. Die Regionale Gesellschaft wird von einem Generaldirektor, der von einem beigeordneten Generaldirektor unterstützt wird, geleitet.

Der Ernennungsmodus und die Befugnisse des Generaldirektors und des beigeordneten Generaldirektors werden durch die Satzungen der Regionalen Gesellschaft bestimmt.

Abschnitt III. — Generalversammlung

Art. 20. Die Generalversammlung besteht aus den Aktionären, den Verwaltern, den Kommissaren der Exekutive, den Mitgliedern des Aufsichtskomitees, dem Generaldirektor und dem beigeordneten Generaldirektor.

Nur die Aktionäre dürfen an der Abstimmung teilnehmen. Jeder Gesellschafter darf sich dort nur von einem einzigen Beauftragten vertreten lassen; letzterer verfügt über so viele Stimmen, wie sein Auftraggeber Aktien besitzt.

Abschnitt IV. — Aufsicht und Kontrolle

Art. 21. Es wird ein Aufsichtskomitee eingesetzt, dessen Mitglieder die belgische Staatsangehörigkeit besitzen müssen. Pro Provinz, die Aktien besitzt, wird jeweils ein Mitglied gewählt, und zwar unter den Personen mit Aufenthaltsort im Gebiet dieser Provinz und, was die Provinz Brabant angeht, im Verwaltungsbezirk Nivelles.

Die Mitglieder des Aufsichtskomitees werden von der Generalversammlung ernannt und können auch durch diese abgesetzt werden.

Ihr Mandat dauert 6 Jahre und kann erneuert werden. Für das erste Mal werden jedoch drei Mitglieder des Aufsichtskomitees für eine Dauer von 3 Jahren durch Auslosung ernannt.

Die Befugnisse der Mitglieder und die Arbeitsweise des Aufsichtskomitees sind durch die Satzungen festgelegt.

Art. 22. § 1. Die Exekutive benennt einen oder mehrere Revisoren bei der Regionalen Gesellschaft. Diese Revisoren werden unter den Mitgliedern des Institutes der Betriebsrevisoren gewählt.

§ 2. Die Revisoren sind beauftragt, die Geschäftsbücher zu kontrollieren und deren Richtigkeit und Echtheit zu bestätigen.

Sie können an Ort und Stelle Einsicht nehmen in die Bücher und Buchungsbelege, in die Korrespondenz, die Protokolle, die periodischen Lageberichte und im allgemeinen in alle Geschäftsbücher einsehen.

Sie überprüfen die Bestandteile der Güter und der Betriebswerte, die der Regionalen Gesellschaft gehören oder mit deren Verwaltung sie beauftragt ist.

Sie dürfen sich nicht in die Verwaltung der Regionalen Gesellschaft einmischen.

§ 3. Mindestens einmal im Jahr und zwar anlässlich der Anfertigung der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung oder der Jahresrechnung erstatten sie der Exekutive und den leitenden Organen der Gesellschaft Bericht über den Aktiv- und Passivstand sowie über die Betriebsergebnisse. Sie teilen ihr unverzüglich jede Nachlässigkeit, jede Unregelmässigkeit und im allgemeinen jede Situation mit, die die Zahlungsfähigkeit und die Liquidität der Regionalen Gesellschaft beeinträchtigen könnte.

Art. 23. § 1. Die Regionale Gesellschaft unterliegt der Kontrollbefugnis der Exekutive. Diese Kontrolle wird durch Vermittlung zweier Kommissare ausgeübt, die von der Exekutive ernannt werden.

§ 2. Die Kommissare der Exekutive wohnen den Versammlungen der Verwaltungs- und Kontrollorgane der Gesellschaft mit beratender Stimme bei; für die Erfüllung ihrer Aufgabe haben sie die weitgehendsten Befugnisse.

§ 3. Jeder Kommissar der Exekutive verfügt über eine Frist von 4 vollen Tagen, um Einspruch gegen die Ausführung jeglichen Beschlusses zu erheben, der seiner Meinung nach gegen die Gesetzgebung, die Satzungen, die Regelung, die Geschäftsordnung oder die Gemeinnützigkeit verstösst.

Dieser Einspruch hat aufschiebende Wirkung. Diese Frist beginnt am Tag der Versammlung, bei der der Beschluss gefasst worden ist, insofern der Kommissar der Exekutive, der den Einspruch erhoben hat, ordnungsgemäss vorgeladen worden ist, und im gegenteiligen Falle am Tag, an dem der Beschluss ihm per Einschreiben durch die Regionale Gesellschaft zugestellt worden ist.

§ 4. Der Kommissar der Exekutive, der auf Vorschlag des Haushaltsministers benannt worden ist, kontrolliert an Ort und Stelle die Geschäfte der Regionalen Gesellschaft, die sich auf die Buchhaltung, die Finanzen oder den Haushalt auswirken. Er hat in diesem Bereich einen Dauerauftrag für dessen Ausübung er die weitgehendsten Befugnisse besitzt.

§ 5. Jeder Kommissar erhebt seinen Einspruch bei der Exekutive und unter den Bedingungen und gemäss den Modalitäten, die durch einen Erlass der Exekutive festgelegt worden sind. Wenn die Exekutive innerhalb einer Frist von 20 vollen Tagen, die am selben Tag beginnt wie die in § 3 vorgesehene Frist, die Annullierung nicht ausgesprochen hat, wird der Beschluss rechtskräftig.

§ 6. Der Annullierungsbeschluss muss begründet sein und der Regionalen Gesellschaft von der Exekutive zugestellt werden.

Art. 24. § 1. Der regionale Kommissar bei der zugelassenen Gesellschaft wird ordnungsgemäss zu allen Versammlungen ihrer Verwaltungs- und Kontrollorgane geladen; für die Erfüllung seiner Aufgabe verfügt er über die weitgehendsten Befugnisse.

Dieser Kommissar erfüllt seine Aufgabe gemäss der in Artikel 23, §§ 2 und 3 vorgesehenen Weise. Er schickt der Exekutive eine Kopie seiner Einsprüche zu.

§ 2. Wenn die Regionale Gesellschaft, der der Einspruch vorgelegt worden ist, innerhalb einer Frist von 20 vollen Tagen, die am selben Tag beginnt wie die in Artikel 23, § 3 erwähnte Frist, die Annullierung nicht ausgesprochen hat, wird der Beschluss rechtskräftig.

§ 3. Die Regionale Gesellschaft stellt der zugelassenen Gesellschaft ihren begründeten Beschluss unverzüglich per Einschreiben zu.

KAPITEL IV. — Haushaltsplan — Buchhaltung Einnahmen — Personal

Abschnitt I. — Haushaltsplan

Art. 25. Die Regionale Gesellschaft stellt jährlich ihren Haushaltsplan auf und legt ihn der Exekutive zur Genehmigung vor. Dieser Haushaltsplan wird dem Wallonischen Regionalrat in der Anlage zum Entwurf des Haushaltsplans der Ausgaben der Wallonischen Region — Teil Ministerium der Wallonischen Region — übermittelt.

Art. 26. Das Fehlen der Genehmigung am ersten Tag des Haushaltsjahres beeinträchtigt nicht die Verwendung der Mittel, die im Entwurf des Haushaltsplans der Regionalen Gesellschaft eingetragen sind, es sei denn, es handelt sich um neuartige Ausgaben, die noch nicht im Haushaltsplan der Vorjahres vorgesehen waren.

Art. 27. Übertragungen und Überschreitungen von begrenzten Haushaltsmitteln, die im Haushaltsplan der Regionalen Gesellschaft eingetragen sind, müssen von der Exekutive genehmigt sein.

Wenn die vorgesehenen Haushaltsüberschreitungen eine finanzielle Intervention der Region mit sich bringen, die die ursprünglich in deren Haushaltsplan vorgesehene Intervention überschreitet, müssen sie durch die Eintragung entsprechender Mittel im Haushalt der Ausgaben der Wallonischen Region — Teil Ministerium der Wallonischen Region — genehmigt werden.

Abschnitt II. — Buchführung

Art. 28. § 1. Die Exekutive bestimmt die Regeln i.Z.m. der Buchführung, der Rechnungslegung sowie den periodischen Lageberichten und Berichten der Regionalen Gesellschaft.

§ 2. Die Regionale Gesellschaft legt der Exekutive die periodischen Lageberichte sowie einen Jahresbericht über ihre Aktivitäten vor. Auf Initiative der Exekutive wird dieser Bericht im Laufe des Jahres nach dem Haushaltsjahr, auf das er sich bezieht, an den Wallonischen Regionalrat weitergeleitet.

§ 3. Die Regionale Gesellschaft stellt spätestens für den 30. April den Jahresabschluss für den ausgeführten Haushaltsplan auf und am 31. Dezember des betreffenden Jahres die Bilanz der Aktiva und Passiva.

§ 4. Die Bücher der Regionalen Gesellschaft werden auf Vorschlag des Verwaltungsrates von der Exekutive abgeschlossen. Spätestens am 31. Mai des Jahres nach dem Rechnungsjahr unterbreitet die Exekutive sie dem Rechnungshof zur Prüfung.

Art. 29. Nachdem die Regionale Gesellschaft ihr Gutachten abgegeben hat, bestimmt die Exekutive die Regeln über :

- 1° die Ermittlung der Gewinne der Regionalen Gesellschaft;
- 2° die Art der Bewertung der Vermögensbestandteile;
- 3° die Art der Berechnung und die Festlegung des Höchstbetrags :
 - a) der Amortisierungen;
 - b) der Dotationen zugunsten der Erneuerungsfonds;
 - c) der Sonderrücklagen und andere Rückstellungen.

Art. 30. Die Exekutive bestimmt die Art der Verwendung der Netto-Gewinne sowie die Beträge, die von diesen Gewinnen abgezogen werden können, um als Rücklagen ohne besondere Zweckbestimmung eingetragenen zu werden. Sie legt den Höchstbetrag dieser Rücklage fest.

Art. 31. § 1. Die Regionale Gesellschaft darf ihr Guthaben und ihre Barmittel nur verwenden, um die in Artikel 2 des vorliegenden Dekrets erwähnten Aufgaben auszuführen.

§ 2. Nachdem die Regionale Gesellschaft ihr Gutachten abgegeben hat, bestimmt die Exekutive die Art der Anlage der Barmittel der Regionalen Gesellschaft.

Abschnitt III. — Einnahmen

Art. 32. § 1. Die Regionale Gesellschaft kann von der Exekutive die Erlaubnis erhalten, unter den Bedingungen, die letztere festlegt, Anleihen auszugeben und aufzunehmen, die von der Wallonischen Region gedeckt werden.

§ 2. Die Regionale Gesellschaft teilt der Exekutive jede Auskunft mit über die Anleihen, die sie aufnehmen darf, sowie über die Anlage ihres Guthabens und ihrer Barmittel.

Art. 33. Die Einnahmen der Regionalen Gesellschaft sind die folgenden :

1. die Mittel, die unter den Bedingungen der Exekutive im regionalen Haushaltsplan bewilligt werden;
2. die eigenen Einnahmen der Regionalen Gesellschaft;
3. eventuelle Funktionszuschüsse;
4. der Ertrag der Anleihen, die sie ausgeben und/oder aufnehmen darf.

Abschnitt IV. — Personal

Art. 34. Die Regionale Gesellschaft organisiert die Anwerbung der Bediensteten; sie ernannt sie und setzt sie ab.

Art. 35. Der Stellenplan und das Statut des Personals der Regionalen Gesellschaft werden auf ihren Vorschlag durch einen Erlass der Exekutive festgelegt.

Art. 36. Die Arbeitsstellen, die im Grundstellenplan der Regionalen Gesellschaft vorgesehen sind, werden bei gleichem Dienstgrad und -alter zuerst an Bedienstete der Nationalen Wohnungsbau-Gesellschaft und der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbau-Förderung vergeben.

KAPITEL V. — Verschiedene Bestimmungen

Art. 37. § 1. Innerhalb 18 Monaten ab dem Tag des Infratretens des vorliegenden Dekrets kann die Regionale Gesellschaft die von der Nationalen Wohnungsbau-Gesellschaft und der Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbau-Förderung zugelassenen Gesellschaften unmittelbar zulassen.

Während derselben Zeitspanne geniessen die bestehenden Gesellschaften eine vorläufige Zulassung, es sei denn, vor Ablauf dieser Frist wird ein Zulassungsbeschluss gefasst.

Die Bedingungen, Kriterien und Modalitäten für die Anerkennung werden von der Exekutive festgelegt, nachdem die Regionale Gesellschaft ihr Gutachten abgegeben hat.

§ 2. Innerhalb 6 Monaten nach Zustellung des Beschlusses der Regionalen Gesellschaft kann dieser unter den von der Exekutive festgelegten Bedingungen den Gegenstand einer Nichtigkeitsbeschwerde bei der Exekutive bilden. Diese Beschwerde hat aufschreibende Wirkung.

§ 3. In Ermangelung eines Beschlusses der Regionalen Gesellschaft wird der Beschluss auf begründeten Antrag der zugelassenen Gesellschaft von der Exekutive gefasst. Dieser Antrag, der die vorläufige Zulassung bis zu einem endgültigen Beschluss der Exekutive verlängert, muss innerhalb der 6 Monate nach Ablauf der in den §§ 1 und 2 des vorliegenden Artikels festgelegten Fristen gestellt werden.

Art. 38. Die Exekutive kann dem Oberen Kontrollausschuss den Auftrag erteilen, seine Aufgabe bei der Regionalen Gesellschaft und deren zugelassenen Gesellschaften auszuführen.

Art. 39. Die Inhaber eines dinglichen Rechts, das ihnen die Regionale Gesellschaft oder durch letztere zugelassene Gesellschaft in Anwendung der Artikel 2, § 5, Punkt 3, und 11 des vorliegenden Dekrets an ihren unbeweglichen Gütern gewährt hat, sind verpflichtet dort gemäss den Modalitäten und innerhalb der Fristen, die die Exekutive festlegt, zu bauen.

In Ermangelung dessen üben die Regionale Gesellschaft und die durch letztere zugelassenen Gesellschaften ein Wiederkaufsrecht aus auf die hiervoor erwähnten unbeweglichen Güter.

Der eventuelle Wiederkauf erfolgt zu dem vom Erwerber gezahlten Preis, erhöht um die Kosten der notariellen Urkunde.

Art. 40. *Unabhängig von den Vorschriften der Gesetze über die Aktiengesellschaften, die im Widerspruch zum vorliegenden Dekret stehen, finden die Artikel 10, 29, 29bis, 29ter, 35, 36, 41, 57, 58, 59, 63ter, 68, 69, 71, 72, 79 bis 104 der durch den Königlichen Erlass vom 30. November 1935 koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften, keine Anwendung auf die Regionale Gesellschaft.*

Art. 41. *Die Geschäftsordnung muss durch einen Erlass der Exekutive genehmigt werden.*

Art. 42. *Kapitel II des Wohngesetzbuches wird für die Wallonische Region aufgehoben.*

Art. 43. *Vorliegendes Dekret tritt an dem Tage in Kraft, der durch einen Beschluss der Exekutive festgelegt wird.*

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, am 25. Oktober 1984.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,

A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region
für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser,
Umwelt und Landleben

V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region
für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,

J. MAYENCE-GOOSSENS

—
VERTALING

—
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
—

N. 85 — 973

25 OKTOBER 1984. — Decreet tot instelling van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Een Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting, hierna genoemd « Regionale Maatschappij » wordt ingesteld. De Regionale Maatschappij is een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid waarvan de statuten ter goedkeuring van de Waalse Gewestexecutieve, hierna genoemd de Executieve, voorgelegd worden.

De zetel van de Regionale Maatschappij is te Charleroi gevestigd.

Art. 2. De Regionale Maatschappij heeft als opdracht :

§ 1. De oprichting te bevorderen van bouwmaatschappijen en deze te erkennen, middelen te hunner beschikking te stellen met het oog op de verwezenlijking van hun maatschappelijk doel.

§ 2. Controle op het beheer van de erkende maatschappijen uit te oefenen.

§ 3. Hypothecaire leningen aan natuurlijke personen te verlenen voor de aankoop, de bouw en de rehabilitatie van woningen zoals bedoeld in artikel 4, overeenkomstig de door de Executieve op advies van de Regionale Maatschappij bepaalde regels.

Ten plattelande kunnen deze leningen kleine landbouwbedrijven betreffen.

§ 4. Het onderzoek of de experimentatie inzake huisvesting te bevorderen.

§ 5. Overeenkomstig de door de Executieve bepaalde modaliteiten, op advies van de Regionale Maatschappij :

1° de grondreserves aan te leggen die nodig zijn voor een harmonische ontwikkeling van de woongelegenheden;

2° die grondreserves af te staan aan bouwmaatschappijen van openbare diensten;

3° die grondreserves perceelsgewijs te verkopen of zakelijke rechten andere dan het eigendomsrecht toe te kennen, hetzij direct of door bemiddeling van bouwmaatschappijen van openbare diensten, met oplegging aan de verkrijgers van erfdiensbaarheden met het oog op het behoud van het uitzicht en de functionele ordening van de blokken.

§ 6. Aan de Executieve beleidsopties voor te stellen die aangepast zijn aan de stads- en plattelandgebieden.

§ 7. Met voorafgaande akkoordbevinding van de Executieve, elke andere opdracht uit te voeren die direct verband houdt met de in §§ 1 tot 6 van dit artikel bedoelde opdrachten.

Art. 3. Met het oog op de verwezenlijking van haar opdracht kan de Regionale Maatschappij elk bebouwd of niet-bebouwd eigendom verwerven en verhuren, of een zakelijk recht erop overdragen volgens de bij besluit van de Executieve op advies van de Regionale Maatschappij bepaalde voorwaarden.

Art. 4. § 1. De door dit decreet bedoelde woningen zijn in de eerste plaats bestemd voor personen met bescheiden inkomen en vervolgens voor personen met middelgroot inkomen.

(1) *Zitting (1984-1985)*

Bescheiden van de Raad, 71 01982-1983) n° 1 tot 18.

Integraal Verslag. — Openbare zitting van 17 oktober 1984.

— Bespreking Stemming.

§ 2. Op advies van de Regionale Maatschappij bepaalt de Executieve bij besluit :

1° de normen waaraan de door dit besluit bedoelde woningen moeten beantwoorden;

2° de toelatingsvoorwaarden waaraan de huurkandidaten moeten voldoen;

3° de wijze van berekening van de huurprijs van de in huur gegeven woningen, rekening houdend, onder andere, met het gezinsinkomen en de gezinslasten van de huurders evenals met het comfortniveau en de ouderdom van die woningen;

4° de voorwaarden inzake eigendomsverwerving.

Art. 5. De Regionale Maatschappij waarborgt de terugbetaling van de leningen met levensverzekering die zij toegestaan heeft overeenkomstig de door de Executieve op advies van de Regionale Maatschappij vastgestelde regels.

Art. 6. De Regionale Maatschappij legt haar investeringsprogramma's ter goedkeuring voor aan de Executieve. De Executieve kan vooraf de algemene inhoud van deze programma's vaststellen en de richtlijnen inzake uitvoering ervan bepalen.

HOOFDSTUK II. — Actiemiddelen

Afdeling I. — Erkende maatschappijen

Art. 7. Overeenkomstig een door de Executieve vastgesteld algemeen reglement kan de Regionale Maatschappij de erkenning verlenen aan maatschappijen opgericht met een sociaal doel en in de vorm van bouwmaatschappij tot nut van het algemeen en waarvan het doel bepaald is in artikel 8.

Binnen drie maanden na de kennisgeving van de beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning kan de betrokken maatschappij bij de Executieve beroep instellen. Het beroep heeft schorsende kracht.

Art. 8. § 1. Deze maatschappijen hebben tot doel :

1° de in artikel 4, § 1, bedoelde sociale en middelgrote woningen te bouwen, om te bouwen of te herstellen;

2° bebouwde onroerende goederen te verwerven om hen tot sociale of middelgrote woningen om te bouwen; als het ongezone of bouwvallige woningen betreft; deze te herstellen of te slopen, met het oog op de vervanging ervan door sociale en middelgrote woningen;

3° de sociale en middelgrote woningen die zij bezitten in huur te geven of een zakelijk recht erop over te dragen;

4° de nodige bouwgrondreserves aan te leggen en te verwerven onder de door de Regionale Maatschappij bepaalde voorwaarden met het oog op de ontwikkeling van de sociale en middelgrote woonegelegenheden; deze aan particulieren af te staan en erfdienstbaarheden op te leggen voor het behoud van het aanzien en de functionele inrichting van het complex;

5° eventueel een dienst voor maatschappelijk hulpbetoon of voor advies ten behoeve van de bewoners van sociale woningen op te richten;

6° woningen te verwerven of te beheren die geen deel uitmaken van hun patrimonium, overeenkomstig de door de Regionale Maatschappij vastgestelde voorwaarden.

§ 2. Ten einde een zo groot mogelijk coördinatie tussen de woongebouwen en hun infrastructuuruitrusting te verzekeren, dient de Regionale Maatschappij ieder jaar geraadpleegd te worden omtrent het vastleggen van een programma van de wegnutrusting, de rioleringen, de openbare verlichting, het watervoorzieningsnet, de aanleg van de gemeenschappelijke toegangswegen met inbegrip van de beplantingen, de infrastructuur en installaties of constructies van collectieve aard of van sociaal of cultureel belang voor zover deze uitrustingen, installaties of constructies noodzakelijk deel van de woonwijken uitmaken.

Met akkoordbevinding van de Executieve kunnen de erkende maatschappijen belast worden met de uitvoering van deze uitrustingen.

Art. 9. De erkende maatschappijen zijn burgerlijke vennootschappen. Zonder dat karakter te verliezen, nemen ze de vorm van naamloze of coöperatieve vennootschap aan. De wetten op de handelsvennootschappen zijn op hen van toepassing voor zover er door dit decreet niet van wordt afgeweken.

Art. 10. § 1. Het Waalse Gewest, de Waalse provincies en de provincie Brabant, de verenigingen van gemeenten, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de privaatrechtelijke rechtspersonen of de particulieren kunnen op het kapitaal van de erkende maatschappijen inschrijven. De inschrijving van het Gewest is tot maximum één vierde van het kapitaal beperkt.

§ 2. De publiekrechtelijke rechtspersonen bezitten het meerderheidspakket van het kapitaal van de erkende maatschappijen.

Echter, wanneer de erkende maatschappijen vennootschappen van gemengde economie zijn is een recht van voorkoop aan de in § 1 bedoelde publiekrechtelijke rechtspersonen erkend in geval van afstand van de aandelen die de privaatrechtelijke rechtspersonen of particulieren in het kapitaal van de erkende maatschappijen bezitten. De terugkoop van die aandelen wordt geregeld in het kader van een besluit van de Waalse Gewestexecutieve, dat de modaliteiten ervan bepaalt.

Art. 11. De erkende maatschappijen kunnen niet op geldige wijze bij derden geld ontfangen, noch hun onroerende goederen vervreemden, noch ze met hypotheekschulden belasten, noch de hypotheecaire waarborgen die zij bezitten aan derden afstaan zonder daartoe door de Regionale Maatschappij uitdrukkelijk te zijn gemachtigd.

Bij het verlenen van haar machtiging neemt de Regionale Maatschappij de door de Executieve vastgestelde voorwaarden in acht.

Ze kunnen schenkingen en legaten ontvangen, zakelijke rechten verwerven of overdragen op alle bebouwde of niet-bebouwde goederen en deze in huur geven met voorafgaande machtiging van de Regionale Maatschappij.

Bovendien kunnen ze door de Regionale Maatschappij gemachtigd worden onroerende goederen voor de behoeften van hun beheer aan te wenden.

Art. 12. De voorwaarden waaronder financiële middelen ter beschikking van de erkende maatschappijen worden gesteld, worden bepaald door een door de Regionale Maatschappij vastgesteld en door de Executieve goedgekeurd reglement.

Art. 13. De Regionale Maatschappij oefent haar controle uit op elke erkende maatschappij door toedoen van een Commissaris die door de Executieve onder de personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest aangewezen wordt.

Afdeling II. — Oprichting van de Regionale Maatschappij Rechtsvorderingen — Onteigeningen

Art. 14. Zonder haar burgerlijke karakter te verliezen, wordt de Regionale Maatschappij bij wijze van aandelen opgericht. Voor al wat niet door haar statuten is bepaald wordt zij beheerd door de wetten op de naamloze vennootschappen. Haar aanvankskapitaal wordt door de Executieve vastgesteld.

Kunnen op het kapitaal inschrijven : het Gewest, de Waalse provincies en de provincie Brabant.

Art. 15. De Regionale Maatschappij kan in rechte optreden op vervolging en ten verzoeken van haar overeenkomstig de statuten daartoe aangewezen bestuursorgaan.

Art. 16. Op voordracht van de Regionale Maatschappij en met het oog op de uitvoering van haar opdrachten kan de Executieve tot onteigeningen ten algemene nut overdragen en, haar in voorkomend geval de uitvoering ervan toevertrouwen.

HOOFDSTUK III

De regionale Maatschappij — Administratie Directie Algemene vergadering — Toezicht en Controle

Afdeling I. — Raad van beheer

Art. 17. § 1. De Raad van beheer van de Regionale Maatschappij bestaat uit 23 leden die door de Waalse Gewestraad worden benoemd en ontslagen, te weten :

— 16 beheerders voorgesteld op een dubbele lijst door de Executieve;

— 1 beheerder voorgesteld op een dubbele lijst door de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap;

— 6 beheerders voorgesteld op een dubbele lijst door de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

De Raad van beheer omvat ten minste twee beheerders uit elke provincie van het Waalse Gewest en uit het administratief arrondissement Nijvel. Hij wijst uit zijn leden één voorzitter en twee ondervoorzitters aan.

§ 2. Het mandaat van beheerder eindigt van rechtswege als de titularis ervan de volle leeftijd van 70 jaar bereikt. Het duurt 6 jaar en kan hernieuwd worden. Nochtans worden, voor de eerste maal en door loting, 6 beheerders voor een termijn van 2 jaar en 6 beheerders voor een termijn van 4 jaar benoemd.

§ 3. Het secretariaat van de Raad van beheer wordt verricht door de directeur-generaal van de Regionale Maatschappij, die met raadgevende stem zetelt.

Voorts zetelt de directeur-generaal van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting in de Raad met raadgevende stem.

Art. 18. Onverminderd de bepalingen van dit decreet worden de bevoegdheden en de werking van de Raad van beheer door de statuten van de Regionale Maatschappij geregeld.

Voor de toepassing van de in artikel 2, §§ 3 en 6 bedoelde maatregelen, kan de Raad van beheer in twee secties worden ingedeeld.

Afdeling II. — Directie

Art. 19. De Regionale Maatschappij wordt geleid door een directeur-generaal bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal. De wijze van benoeming en de bevoegdheden van de directeur-generaal en van de adjunct-directeur-generaal worden door de statuten van de Regionale Maatschappij geregeld.

Afdeling III. — Algemene vergadering

Art. 20. De algemene vergadering bestaat uit aandeelhouders, beheerders, Commissarissen van de Executieve, leden van het Toezichtscomité, de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

Alleen de aandeelhouders kunnen aan de stemming deelnemen.

Iedere vennoot kan zich slechts door één afgevaardigde laten vertegenwoordigen; deze afgevaardigde beschikt over zoveel stemmen als zijn opdrachtgever aandelen bezit.

Afdeling IV. — Toezicht en controle

Art. 21. Er wordt een Toezichtscomité opgericht waarvan de leden de Belgische nationaliteit moeten hebben en gekozen worden, naar rata van één per provincie, aandeelhouder, onder de personen die op het grondgebied ervan, en wat de provincie Brabant betreft, in het administratief arrondissement Nijvel hun woonplaats hebben.

De leden van het Toezichtscomité worden door de Algemene Vergadering benoemd en kunnen door haar ontslagen worden. Hun mandaat duurt 6 jaar en kan hernieuwd worden. Nochtans worden voor de eerste maal en door loting, drie leden van het Toezichtscomité voor een termijn van 3 jaar benoemd.

De bevoegdheden van de leden en de werkwijze van het Toezichtscomité worden door statuten vastgesteld.

Art. 22. § 1. De Executieve wijst één of meer revisoren aan bij de Regionale Maatschappij. Deze revisoren worden gekozen uit de leden van het Instituut voor Bedrijfsrevisoren.

§ 2. De revisoren hebben als opdracht de schrifturen te controleren en de juistheid en de echtheid ervan te waarwerken.

Ze mogen, zonder verplaatsing, kennis nemen van de boeken en boekhoudingsstukken, de briefwisseling, de processen-verbaal, de periodieke toestanden en in het algemeen alle schrifturen.

Ze gaan na welke de omvang is van de goederen en waarden, die aan de Regionale Maatschappij toebehoren of waarvan zij het beheersgebruik heeft.

Ze mogen zich niet met het beheer van de Regionale Maatschappij inlaten.

§ 3. Zij bezorgen aan de Executieve en aan de beheersorganen van de Regionale Maatschappij een verslag over de actieve en passieve evenals de exploitatieuitkomst, ten minste één maal per jaar naar aanleiding van het opmaken van de balans en van de winst- en verliesrekening of van de jaarrekening. Zij wijzen haar onverwijld op alle nalatigheden, alle onregelmatigheden en, in het algemeen, alle toestanden die de solvabiliteit en de liquiditeit van de Regionale Maatschappij in gevaar kunnen brengen.

Art. 23. § 1. De Regionale Maatschappij is aan de controlebevoegdheid van de Executieve onderworpen. Deze controle wordt uitgeoefend door twee commissarissen die door de Executieve worden benoemd.

§ 2. De Commissarissen van de Executieve wonen met raadgevende stem de vergaderingen van de bestuurs- en controleorganen van de Maatschappij bij; zij hebben de ruimste bevoegdheden om hun opdracht te vervullen.

§ 3. Iedere Commissaris van de Executieve beschikt over een termijn van 4 vrije dagen om beroep in te stellen tegen de uitvoering van elke beslissing die hij acht in strijd te zijn met de wetgeving, de statuten, de reglementering, het reglement van orde of het algemene belang. Het beroep schorst de tenuitvoerlegging.

Deze termijn gaat in de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, voor zover de Commissaris van de Executieve, die beroep ingesteld heeft, regelmatig werd opgeroepen en, indien niet, de dag waarop de beslissing hem door de Regionale Maatschappij bij een ter post aangetekend brief werd betekend.

§ 4. De op de voordracht van de Minister voor Begroting aangewezene Commissaris van de Executieve oefent ter plaatse toezicht uit op de verrichtingen van de Regionale Maatschappij die een comptabele, financiële of budgettaire terugslag hebben. Ten deze is hij belast met een permanente opdracht voor de uitvoering waarvan hij de ruimste bevoegdheden heeft.

§ 5. Ieder Commissaris stelt zijn beroep in bij de Executieve onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald bij besluit van de Executieve.

Indien binnen een termijn van 20 vrije dagen ingaande dezelfde dag als de in § 3 gesteld termijn de Executieve de vernietiging niet heeft uitgesproken, wordt de beslissing definitief.

§ 6. De beslissing tot vernietiging wordt met redenen omkleed en door de Executieve aan de Regionale Maatschappij betekend.

Art. 24. § 1. De regionale commissaris bij de erkende Maatschappij wordt regelmatig voor alle vergaderingen van haar beheers- en controleorganen opgeroepen; hij bezit de ruimste bevoegdheden om zijn opdracht te vervullen.

Die commissaris voert zijn opdracht op de wijze bepaald in artikel 23 §§ 2 en 3 uit. Hij zendt een afschrift van zijn beroepen aan de Executieve.

§ 2. Indien binnen een termijn van 20 vrije dagen ingaande dezelfde dag als de in artikel 23, § 3, bedoelde termijn, de Regionale Maatschappij waarbij het beroep is ingesteld de vernietiging niet heeft uitgesproken, wordt de beslissing definitief.

§ 3. De Regionale Maatschappij betekent onverwijld haar met redenen omkleed beslissing aan de erkende Maatschappij bij een ter post aangetekende brief.

HOOFDSTUK IV. — Begroting

Boekhouding — Inkomsten — Personeel

Afdeling I. — Begroting

Art. 25. De Regionale Maatschappij maakt haar begroting ieder jaar op en legt ze ter goedkeuring aan de Executieve voor. Deze begroting wordt aan de Waalse Gewestraad medegedeeld als bijlage van het ontwerp van uitgavenbegroting van het Waalse Gewest — Deel Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 26. Het ontbreken van goedkeuring de eerste dag van het begrotingsjaar is geen beletsel voor de aanwending van de in het begrotingsontwerp van de Regionale Maatschappij uitgetrokken kredieten, behalve wanneer het nieuwsoortige uitgaven betreft die niet in de begroting van het vorige jaar voorkwamen.

Art. 27. Voor overdrachten en overschrijdingen van op de begroting van de Regionale Maatschappij gebrachte limitatieve kredieten moet door de Executieve machtiging worden verleend.

Als de voorgenomen kredietoverschrijdingen een financiële tegemoetkoming van het Gewest ten gevolge hebben, die hoger is dan de in zijn begroting oorspronkelijk voorziene tegemoetkoming, moeten zij vooraf door inschrijving van een overeenkomstig krediet in de uitgavenbegroting van het Waalse Gewest — Deel Ministerie van het Waalse Gewest — goedgekeurd worden.

Afdeling II. — Boekhouding

Art. 28. § 1. De Executieve bepaalt de regels inzake boekhouding, rekening en verantwoording evenals de periodieke toestanden en verslagen van de Regionale Maatschappij.

§ 2. De Regionale Maatschappij legt de Executieve periodieke toestanden en een jaarlijks verslag over haar activiteiten voor. Op initiatief van de Executieve wordt dat verslag aan de Waalse Gewestraad aangezonden tijdens het jaar volgend op het begrotingsjaar waarop het betrekking heeft.

§ 3. De Regionale Maatschappij maakt uiterlijk 30 april de jaarrekening van de uitvoering van haar begroting evenals een actieve en passieve toestand op 31 december van het beschouwde jaar op.

§ 4. De rekeningen van de Regionale Maatschappij worden door de Executieve op de voordracht van de Raad van beheer vastgesteld. De Executieve legt ze ter controle van de Rekenhof voor, ten laatste op 31 mei van het jaar na het beheersjaar.

Art. 29. Na advies van de Regionale Maatschappij stelt de Executieve de regelen vast inzake :

- 1^o het bepalen van de winsten van de Regionale Maatschappij;
- 2^o de wijze van raming van de bestanddelen van het kapitaal;

3^o de wijze van berekening en de vaststelling van het maximumbedrag van :

- a) de afschrijvingen;
- b) de dotaties aan het vernieuwingsfonds;
- c) de bijzondere reserves en andere provisies.

Art. 30. De Executieve bepaalt de wijze van aanwending van de netto winsten evenals de bedragen die op de winsten kunnen ingehouden worden om in reserves zonder speciale bestemming gebracht te worden. Hij stelt het maximumbedrag van die reserves vast.

Art. 31. § 1. De Regionale Maatschappij kan haar vermogen en haar beschikbare gelden alleen gebruiken voor het verwezenlijken van haar in artikel 2 van dit besluit bedoelde opdrachten.

§ 2. Na advies van de Regionale Maatschappij bepaalt de Executieve de wijze van belegging van de beschikbare gelden van de Regionale Maatschappij.

Afdeling III. — Inkomsten

Art. 32. § 1. De Regionale Maatschappij kan door de Executieve gemachtigd worden onder de voorwaarden die zij bepaalt door het Waalse Gewest gewaarborgde leningen uit te geven en aan te gaan.

§ 2. De Regionale Maatschappij deelt de Executieve alle inlichtingen mede betreffende de leningen die ze gemachtigd werd aan te gaan en de beleggingen van haar vermogen en beschikbare gelden.

Art. 33. De inkomsten van de Regionale Maatschappij zijn :

1. de door de regionale begroting onder de door de Executieve bepaalde voorwaarden verleende kredieten;
2. de ontvangsten eigen aan de Regionale Maatschappij;
3. eventuele werkingssubsidies;
4. de opbrengst van de leningen die ze gemachtigd is uit te geven en/of aan te gaan.

Afdeling IV. — Personeel

Art. 34. De Regionale Maatschappij regelt de aanwending, de benoeming en het ontslag van de personeelsleden.

Art. 35. De formatie en het statuut van het personeel van de Regionale Maatschappij worden op haar voordracht bij besluit van de Executieve vastgesteld.

Art. 36. De in de personeelsformatie van de Regionale Maatschappij opgenomen betrekkingen worden bij gelijkwaardige graad en anciënniteit bij voorrang toegevoegd aan de personeelsleden van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij.

HOOFDSTUK V. — Diverse bepalingen

Art. 37. § 1. Binnen 18 maanden na de datum van inwerkingtreding van dit decreet kan de Regionale Maatschappij de door de Nationale Landmaatschappij en de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappijen rechtstreeks erkennen.

Tijdens dezelfde periode genieten de bestaande maatschappijen een voorlopige erkenning tenzij een erkenningsbeslissing vóór het einde van deze termijn genomen wordt.

De voorwaarden, criteria en modaliteiten inzake erkenning worden bepaald door de Executieve na advies van de Regionale Maatschappij.

§ 2. Tegen de beslissingen van de Regionale Maatschappij kan binnen 6 maanden na de betekening ervan een beroep tot vernietiging bij de Executieve ingesteld worden onder de voorwaarden die zij bepaalt. Dit beroep schorst de tenuitvoerlegging van die beslissingen.

§ 3. Neemt de Regionale Maatschappij geen beslissing dan wordt de beslissing door de Executieve op met redenen omkleed verzoek van de erkende maatschappij genomen. Dit verzoek, dat de voorlopige erkenning tot de definitieve beslissing van de Executieve verlengt, moet binnen 6 maanden na het verstrijken van de in §§ 1 en 2 van dit artikel gestelde termijnen gedaan worden.

Art. 38. De Executieve kan het Hoog Comité van Toezicht gelasten zijn opdracht bij de Regionale Maatschappij en haar erkende maatschappijen uit te oefenen.

Art. 39. Zij die een door de Regionale Maatschappij of door de door haar erkende maatschappijen toegekend zakelijk recht op hun onroerende goederen hebben met toepassing van de artikelen 2, § 5, 3^o en 11 van dit decreet zijn ertoe gehouden, daarop te bouwen overeenkomstig de door de Executieve vastgestelde modaliteiten en termijnen.

Als dit niet het geval is oefenen de Regionale Maatschappij en de door haar erkende maatschappijen een recht van terugkoop op de bovenvermelde goederen uit.

De eventuele terugkoop geschiedt tegen de door de koper betaalde prijs vermeerderd met de kosten van notarisakte.

Art. 40. Behalve de voorschriften van de wetten die de naamloze vennootschappen beheersen en die in strijd zijn met dit decreet, zijn de artikelen 10, 29, 29bis, 29ter, 35, 36, 41, 57, 58, 59, 63ter, 68, 69, 71, 72, 79 tot 104 betreffende de wetten op de handelsmaatschappijen gecoördineerd bij koninklijk besluit van 30 november 1935, niet van toepassing op de Regionale Maatschappij.

Art. 41. Het reglement van orde moet bij besluit van de Executieve goedgekeurd worden.

Art. 42. Hoofdstuk II van de Huisvestingscode wordt voor het Waalse Gewest opgeheven.

Art. 43. Dit decreet treedt in werking op de bij besluit van de Executieve vastgestelde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 25 oktober 1984.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest,
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest,
voor Begroting en Energie,

Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën
en de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening
en het Bos voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest,
voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest,
voor Huisvesting en Informatica,

J. MAYENCE-GOSENS